

Kenmerken van stedelijke en landelijke sites:

- 1° in stedelijke gebieden, d.w.z. bebouwde gebieden, kunnen de sites niet aaneengesloten zijn; ze zijn gescheiden door woningen, gemeenschapsvoorzieningen, economische activiteiten, openbare diensten of recreatiegebieden;
- 2° in landelijk gebied liggen de locaties tenminste 3 meter uit elkaar.

De wooneenheid bestaat uit maximaal tien personen en bestaat uit kamers in de buurt van een gemeenschappelijke leefruimte.

Deze leefruimte bestaat zelf uit :

- 1° een handelsbeurs ;
- 2° een eetkamer ;
- 3° een apart toilet;
- 4° een badkamer met minstens één toilet;
- 5° en een keukentje.

Ruimten in de wooneenheid mogen niet worden gebruikt voor enig doel dat niet uitsluitend ten goede komt aan de bewoners van de wooneenheid, met inbegrip van :

- 1° de plaatsen van activiteit;
- 2° technische en professionele lokalen;
- 3° therapie- en verzorgingsruimten.

De slaapkamers voldoen aan de volgende eisen:

- 1° ze zijn individueel;
- 2° op basis van het levensproject van de bewoners is de tweepersoonskamer toegestaan.
- 3° de vrijgelaten slaapkamer moet dan ter beschikking van het echtpaar of duo blijven.
- 4° het aantal slaapkamers moet altijd tenminste gelijk blijven aan het aantal begunstigden.

Idealiter zijn de activiteitsruimten op een andere locatie gelegen:

1° als ze op dezelfde locatie liggen, bevinden ze zich in een ander gebouw dan dat waarin de wooneenheden liggen;

2° indien ze zich in hetzelfde gebouw bevinden, moeten deze ruimten duidelijk van de wooneenheden onderscheiden worden.

Meerderjarige en minderjarige bewoners worden op locaties, gebouwen of gedeelten van gebouwen opgevangen of gehuisvest, die fysiek gescheiden en duidelijk geïdentificeerd zijn.

Naast het voldoen aan de minimumnormen van de algemene preventie-, veiligheids- en gezondheidsmaatregelen en de specifieke normen met betrekking tot ruimten, mag zelfstandig wonen in individuele of gemeenschapsaccommodatie als bedoeld in artikel 1315, lid 2, niet meer dan zes personen per accommodatie omvatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2023 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE”

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47560]

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité. — Erratum

Les versions française, allemande et néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 14 novembre 2023, à la page 105625, doivent se lire comme suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020 et l'article 2, § 1^{er}, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu le rapport du 11 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 18 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;
Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international, modifiée par le Règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et modifiant les règlements (CE) n° 595/2009 et (UE) 2018/956 du Parlement européen et du Conseil et la directive 96/53/CE du Conseil.

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 5., les mots « Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques » sont remplacés par les mots « Mobilité et Infrastructures » ;

2° dans le 6., les mots « Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques » sont remplacés par les mots « Mobilité et Infrastructures » ;

3° la paragraphe 2 est complété par les 131 et 132 rédigés comme suit :

« 131. « le véhicule à émission nulle » : un véhicule sans moteur à combustion interne ou équipé d'un moteur à combustion interne dont les émissions de CO₂ sont inférieures à 1 g/kWh, telles que déterminées conformément au règlement (CE) n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relatif à la réception des véhicules à moteur et des moteurs au regard des émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI) et à l'accès aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, et modifiant le Règlement (CE) n° 715/2007 et la directive 2007/46/CE, et abrogeant les directives 80/1269/CEE, 2005/55/CE et 2005/78/CE, et à ses mesures d'exécution, ou inférieures à 1 g/km, telles que déterminées conformément au règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, et à ses mesures d'exécution ;

132. « l'opération de transport intermodal » :

a) les opérations de transports combinés tel que visé à l'article 1^{er} de la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres, effectuant un transport d'un ou de plusieurs conteneurs ou de caisses mobiles jusqu'à une longueur totale maximale de 45 pieds ;

b) les opérations de transport par voie d'eau effectuant un transport d'un ou de plusieurs conteneurs ou de caisses mobiles jusqu'à une longueur totale maximale de 45 pieds, pour autant que le trajet routier initial ou terminal ne dépasse pas 150 kilomètres sur le territoire de l'Union. La distance de 150 kilomètres visée ci-dessus peut être dépassée en vue d'atteindre le terminal de transport approprié le plus proche.

Pour les opérations de transport intermodal, le terminal de transport approprié le plus proche qui fournit le service peut être situé dans un Etat membre autre que celui dans lequel la cargaison a été chargée ou déchargée. ».

Art. 3. Dans l'article 23sexies, § 3, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « à la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « au Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 4. L'article 23septies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 15 décembre 1998, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les contrôles partiels sont réalisés :

1° à chaque demande d'un agent qualifié ;

2° pour les véhicules visés à l'article 23decies, § 2 ;

3° pour les véhicules visés à l'article 23decies, §§ 3 et 4 ;

4° pour les véhicules visés à l'article 23ter, § 1^{er}, 4°, 6° et 7°, pour lesquels conformément à l'article 23novies, § 2, un nouveau rapport d'identification a été rédigé.

§ 2. Le contrôle mentionné au paragraphe 1^{er}, 2° et 3°, et effectué dans le cadre d'un contrôle autre que celui prévu à l'article 23sexies, § 1^{er}, 3°, a lieu dans la période de deux mois qui suit l'échéance de la validité du contrôle complet précédent. Après ce délai, un contrôle complet est exécuté.

Le contrôle mentionné au paragraphe 1^{er}, 2°, et effectué dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article 23sexies, § 1^{er}, 3°, a lieu dans la période de trois mois qui suit le moment du contrôle du contrôle complet précédent. Après ce délai, un contrôle complet est exécuté.

Le contrôle mentionné au § 1^{er}, 3°, et effectué dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article 23sexies, § 1^{er}, 3°, a lieu dans la période de deux mois qui suit le moment du contrôle du contrôle complet précédent. Après ce délai, un contrôle complet est exécuté. ».

Art. 5. À l'article 28, § 4, du même arrêté modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 9, alinéa 1^{er}, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures » ;

2° le 13 est remplacé par ce qui suit : « Sont exemptés des dispositions prévues au présent § 4, les véhicules de signalisation et de chantier utilisés pour un chantier de 6^e catégorie visés au chapitre XVIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique. ».

Art. 6. À l'article 32bis du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2.2. est remplacé par ce qui suit :

« 2.2. *Les masses maximales autorisées sont :*

- a) pour les véhicules simples à 2 essieux : 19.500 kg ;
- b) pour les véhicules simples à 3 essieux : 26.000 kg ;
- c) pour les véhicules articulés à soufflet : 28.000 kg.

Pour les véhicules simples à 3 essieux ainsi que pour les véhicules articulés à soufflet, utilisant du carburant de substitution, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie de carburant de substitution avec un maximum de 1.000 kg.

Pour les véhicules simples à 3 essieux ainsi que pour les véhicules articulés à soufflet, à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 2.000 kg. » ;

2° le 3.2.1. est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour les véhicules utilitaires à moteur à 2 essieux à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 1.000 kg.

Pour les véhicules utilitaires à moteur à 3 essieux à émission nulle : le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 2.000 kg. »

3° le 3.2.3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour les véhicules articulés se composant de :

- a) un véhicule tracteur à deux essieux et une semi-remorque à un essieu : 29.000 kg ;
- b) un véhicule tracteur à deux essieux avec une semi-remorque à deux essieux : 39.000 kg ;
- c) un véhicule tracteur à deux essieux et une semi-remorque à trois essieux
 - (1) munie de suspension mécanique : 43.000 kg ;
 - (2) munie de suspension pneumatique : 44.000 kg ;
- d) un véhicule tracteur à trois essieux et une semi-remorque à deux essieux : 44.000 kg ;
- e) un véhicule tracteur à trois essieux et une semi-remorque à trois essieux : 44.000 kg.

Pour les véhicules utilitaires repris sous le b) à moteur à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 1.000 kg.

Pour les véhicules repris sous c), (1) s'inscrivant dans une opération de transport intermodal et à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 1.000 kg.

Pour les véhicules repris sous les d) et e) s'inscrivant dans une opération de transport intermodal et utilisant du carburant de substitution, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie de carburant de substitution avec un maximum de 1.000 kg.

Pour les véhicules repris sous les d) et e) s'inscrivant dans une opération de transport intermodal et à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 2.000 kg. » ;

4° le 3.2.4. est remplacé par ce qui suit :

« 3.2.4. *Les masses maximales autorisées suivantes s'appliquent aux trains de véhicules suivants, comprenant :*

- a) un véhicule à moteur à deux essieux et une remorque à un essieu simple : 29.000 kg ;
- b) un véhicule à moteur à deux essieux et une remorque à tandem : 36.000 kg ;
- c) un véhicule à moteur à deux essieux et une remorque à tridem : 40.000 kg ;
- d) un véhicule à moteur à deux essieux et une remorque à deux essieux : 39.000 kg ;
- e) un véhicule à moteur à deux essieux et une remorque à trois essieux : 44.000 kg ;
- f) un véhicule à moteur à trois essieux et une remorque à un essieu simple : 36.000 kg ;
- g) un véhicule à moteur à trois essieux et une remorque à tandem ou tridem
 - (1) munie de suspension mécanique : 42.000 kg ;
 - (2) munie de suspension pneumatique : 44.000 kg ;
- h) un véhicule à moteur à trois essieux et une remorque à deux essieux : 44.000 kg ;
- i) un véhicule à moteur à trois essieux et une remorque à trois essieux : 44.000 kg.

Pour les véhicules repris sous les b) et c), utilisant du carburant de substitution, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie de carburant de substitution avec un maximum de 1.000 kg.

Pour les véhicules repris sous les *b*) et *c*), à émission nulle, le poids maximal autorisé à l'alinéa 1^{er} est augmenté du poids supplémentaire requis pour la technologie permettant l'absence d'émission, dans la limite de 2.000 kg. ».

Art. 7. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, 1, *d*), les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures » ;

2° dans le paragraphe 3, 2, *d*), les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 8. A l'article 40 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 3, 2°, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures » ;

2° dans le 4, 2°, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures » ;

3° dans le 5, 2°, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 9. Dans l'article 43, § 3, 3°, *b*), du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 10. Dans l'article 54, § 6, 1° du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 1975 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 11. Dans l'article 57, § 10, 2°, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 12. Dans l'article 58, 5.1, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 13. Dans l'article 59, 1.2.1.2 et 1.2.2.2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 14. Dans l'article 77, 5.2 et 5.3, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots « la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 15. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 31 août 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE »

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47560]

31. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör — Erratum

Die französische, deutsche und niederländische Fassung des oben genannten Erlasses, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. November 2023 auf Seite 105625, ist wie folgt zu lesen:

“ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

31. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 31. Juli 2020 und Artikel 2 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 11. April 2023;

Aufgrund der am 18. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des am 16. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten übermittelt wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 96/53/EG des Rates vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der höchstzulässigen Abmessungen für bestimmte Straßenfahrzeuge im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr in der Gemeinschaft sowie zur Festlegung der höchstzulässigen Gewichte im grenzüberschreitenden Verkehr, abgeändert durch die Verordnung (EU) 2019/1242 des europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2019 zur Festlegung von CO₂-Emissionsnormen für neue schwere Nutzfahrzeuge und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 595/2009 und (EU) 2018/956 des Europäischen Parlaments und des Rates sowie der Richtlinie 96/53/EG des Rates, teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 1 § 2 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Nummer 5 wird die Wortfolge "- operative Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe" durch die Wortfolge "Mobilität und Infrastrukturen" ersetzt;

2° unter Nummer 6 wird die Wortfolge "- operative Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe" durch die Wortfolge "Mobilität und Infrastrukturen" ersetzt;

3° Paragraph 2 wird durch die Nummern 131 und 132 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"131. "Emissionsfreies Fahrzeug": ein Fahrzeug ohne Verbrennungsmotor oder mit einem Verbrennungsmotor, dessen CO₂-Emissionen weniger als 1 g/kWh betragen, ermittelt gemäß der Verordnung (EG) Nr. 595/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Juni 2009 über die Typgenehmigung von Kraftfahrzeugen und Motoren hinsichtlich der Emissionen von schweren Nutzfahrzeugen (Euro VI) und über den Zugang zu Fahrzeugreparatur- und -wartungsinformationen, zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 715/2007 und der Richtlinie 2007/46/EG sowie zur Aufhebung der Richtlinien 80/1269/EWG, 2005/55/EG und 2005/78/EG und ihrer Durchführungsmaßnahmen oder weniger als 1 g/km, ermittelt gemäß der Verordnung (EG) Nr. 715/2007 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2007 über die Typgenehmigung von Kraftfahrzeugen hinsichtlich der Emissionen von leichten Personenkraftwagen und Nutzfahrzeugen (Euro 5 und Euro 6) und über den Zugang zu Reparatur- und Wartungsinformationen für Fahrzeuge und ihrer Durchführungsmaßnahmen;

132. "intermodale Beförderungsvorgänge":

a) Beförderungen im kombinierten Verkehr im Sinne von Artikel 1 der Richtlinie 92/106/EWG des Rates vom 7. Dezember 1992 über die Festlegung gemeinsamer Regeln für bestimmte Beförderungen im kombinierten Güterverkehr zwischen Mitgliedstaaten, bei denen ein oder mehrere Container oder Wechselaufbauten bis zu einer maximalen Gesamtlänge von 45 Fuß befördert werden;

b) Beförderungen auf dem Wasserweg, bei denen ein oder mehrere Container oder Wechselaufbauten bis zu einer maximalen Gesamtlänge von 45 Fuß befördert werden, sofern die Beförderung im Zu- und Ablauf auf der Straße im Gebiet der Union nicht mehr als 150 Kilometer beträgt. Die oben genannte Entfernung von 150 Kilometern kann überschritten werden, um das nächstgelegene geeignete Verkehrsterminal zu erreichen.

Bei intermodalen Beförderungsvorgängen kann das nächstgelegene geeignete Verkehrsterminal, das die Dienstleistung erbringt, in einem anderen Mitgliedstaat liegen als dem, in dem die Ladung geladen oder gelöscht wurde."

Art. 3 - In Artikel 23sexies § 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 23septies desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 15. Dezember 1998, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Teilkontrollen werden durchgeführt:

1° nach jeder Aufforderung durch einen befugten Bediensteten,

2° für die in Artikel 23decies § 2 erwähnten Fahrzeuge;

3° für die in Artikel 23decies § 3 und 4 erwähnten Fahrzeuge;

4° für die in Artikel 23ter § 1 Nr. 4, 6 und 7 erwähnten Fahrzeuge, für die gemäß Artikel 23novies § 2 ein neuer Identifikationsbericht erstellt wurde.

§ 2. Die in § 1 Nr. 2 und 3 erwähnte und im Rahmen einer anderen als der in Artikel 23sexies § 1 Nr. 3 vorgesehenen Kontrolle durchgeführte Kontrolle muss innerhalb des Zeitraums von zwei Monaten nach Ablauf der Gültigkeit der vorhergehenden vollständigen Kontrolle oder Teilkontrolle stattfinden. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird eine vollständige Prüfung durchgeführt.

Die in § 1 Nr. 2 erwähnte und im Rahmen der in Artikel 23sexies § 1 Nr. 3 vorgesehenen Kontrolle durchgeführte Kontrolle muss innerhalb des Zeitraums von drei Monaten nach dem Zeitpunkt der Kontrolle der vorhergehenden vollständigen Kontrolle stattfinden. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird eine vollständige Prüfung durchgeführt.

Die in § 1 Nr. 3 erwähnte und im Rahmen der in Artikel 23sexies § 1 Nr. 3 vorgesehenen Kontrolle durchgeführte Kontrolle muss innerhalb des Zeitraums von zwei Monaten nach dem Zeitpunkt der Kontrolle der vorhergehenden vollständigen Kontrolle stattfinden. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird eine vollständige Prüfung durchgeführt."

Art. 5 - Artikel 28 § 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Nr. 9 Absatz 1 wird die Wortfolge "operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen" ersetzt;

2° Nr. 13 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die für eine Baustelle der 6. Kategorie verwendeten Signalisations- und Baustellenfahrzeuge, die in Kapitel XVIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße genannt werden, sind von den in vorliegendem § 4 vorgesehenen Bestimmungen befreit."

Art. 6 - Artikel 32bis desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° Die Nummer 2.2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2.2. Die höchstzulässigen Gesamtgewichte betragen:

- a) 19 500 kg für zweiachsige Einzelfahrzeuge,
- b) 26 000 kg für dreiachsige Einzelfahrzeuge,
- c) 28 000 kg für Gelenkfahrzeuge mit Faltenbalg.

Für dreiachsige Einzelfahrzeuge bzw. Gelenkfahrzeuge mit Faltenbalg mit alternativem Antrieb wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die alternative Antriebstechnik erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 1 000 kg, angehoben.

Für emissionsfreie dreiachsige Einzelfahrzeuge bzw. Gelenkfahrzeuge mit Faltenbalg wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 2 000 kg, angehoben.";

2° Die Nummer 3.2.1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für emissionsfreie motorbetriebene zweiachsige Nutzfahrzeuge wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 1 000 kg, angehoben.

Für emissionsfreie motorbetriebene dreiachsige Nutzfahrzeuge wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 2 000 kg, angehoben."

3° die Nummer 3.2.3 wird durch Folgendes ersetzt:

"für Gelenkfahrzeuge bestehend aus:

- a) einem zweiachsigen Zugfahrzeug und einem einachsigen Sattelanhänger: 29 000 kg,
- b) einem zweiachsigen Zugfahrzeug und einem zweiachsigen Sattelanhänger: 39 000 kg,
- c) einem zweiachsigen Zugfahrzeug und einem dreiachsigen Sattelanhänger
 - (1) mit mechanischer Federung: 43 000 kg,
 - (2) mit Luftfederung: 44 000 kg,
- d) einem dreiachsigen Zugfahrzeug und einem zweiachsigen Sattelanhänger: 44 000 kg,
- e) einem dreiachsigen Zugfahrzeug und einem dreiachsigen Sattelanhänger: 44 000 kg.

"Für emissionsfreie motobetriebene Nutzfahrzeuge unter b) wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 1 000 kg, angehoben.

"Für Fahrzeuge unter c), die im Rahmen intermodalen Beförderungsvorgänge eingesetzt werden und emissionsfrei sind, wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 1 000 kg, angehoben.

Für Fahrzeuge unter c), die im Rahmen intermodaler Beförderungsvorgänge eingesetzt und mit alternativen Kraftstoffen betrieben werden, wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die alternative Antriebstechnik erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 1 000 kg, angehoben.

"Für Fahrzeuge unter d) und e), die im Rahmen intermodaler Beförderungsvorgänge eingesetzt werden und emissionsfrei sind, wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 2 000 kg, angehoben.";

4° Die Nummer 3.2.4 wird durch Folgendes ersetzt:

"3.2.4. Die folgenden höchstzulässigen Gesamtgewichte betragen für Lastzüge bestehend aus:

- a) einem zweiachsigen Motorfahrzeug und einem Anhänger mit Einzelachse: 29.000 kg,
- b) einem zweiachsigen Motorfahrzeug und einem Anhänger mit Tandemachse: 36.000 kg,
- c) einem zweiachsigen Motorfahrzeug und einem Anhänger mit Dreifachachse: 40.000 kg,
- d) einem zweiachsigen Motorfahrzeug und einem zweiachsigen Anhänger: 39.000 kg,
- e) einem zweiachsigen Motorfahrzeug und einem dreiachsigen Anhänger: 44.000 kg,
- f) einem dreiachsigen Motorfahrzeug und einem Anhänger mit Einzelachse: 36.000 kg,

g) einem dreiachsigen Motorfahrzeug und einem Anhänger mit Tandemachse oder Dreifachachse

(1) mit mechanischer Federung: 42 000 kg,

(2) mit Luftfederung: 44 000 kg,

h) einem dreiachsigen Motorfahrzeug und einem zweiachsigen Anhänger: 44.000 kg,

i) einem dreiachsigen Motorfahrzeug und einem dreiachsigen Anhänger: 44.000 kg.

Für Fahrzeuge unter *b)* und *c)*, die mit alternativen Kraftstoffen betrieben werden, wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die alternative Antriebstechnik erforderliche Gewicht, höchstens jedoch 1 000 kg, angehoben.

“Für emissionsfreie Fahrzeuge unter *b)* und *c)* wird das höchstzulässige Gesamtgewicht nach Absatz 1 um das zusätzliche, für die emissionsfreie Technologie erforderliche Gewicht, höchstens jedoch um 2 000 kg, angehoben.”.

Art. 7 - Artikel 39 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 3 Nr. 1 *d)* wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt;

2° in Paragraf 3 Nr. 2 *d)* wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 8 - Artikel 40 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° in Nr. 3 Ziffer 2 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt;

2° in Nr. 4 Ziffer 2 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt;

3° in Nr. 5 Ziffer 2 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt;

Art. 9 - In Artikel 43 § 3 Ziffer 3 Buchstabe *b)* desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 54 § 6 Ziffer 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 12. Dezember 1975 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018, wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 57 § 10 Ziffer 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 58 Nr. 5.1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 59 Nr. 1.2.1.2 und 1.2.2.2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” jeweils durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 77 Nr. 5.2 und 5.3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” jeweils durch die Wortfolge “dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. August 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE“

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47560]

31 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen — Erratum

De Franse, Duitse en Nederlandse versie van bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 november 2023 op bladzijde 105625, dienen als volgt te worden gelezen:

"WAALSE OVERHEIDSDIENST

31 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen

De Waalse regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 1, laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020 en artikel 2, 1, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen ;

Gelet op het verslag van 11 april 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Waalse Adviescommissie "administratie-industrie", gegeven op 18 december 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 16 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit word Richtlijn 96/53/EG van de Raad houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten, gewijzigd bij Verordening (EU) 2019/1242 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 tot vaststelling van CO₂-emissienormen voor nieuwe zware bedrijfsvoertuigen en tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 595/2009 en (EU) 2018/956 van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 96/53/EG van de Raad, gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5, worden de woorden "Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen" vervangen door de woorden "Mobiliteit en Infrastructuur";

2° in 6, worden de woorden "Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen" vervangen door de woorden "Mobiliteit en Infrastructuur";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met de punten 131 en 132, luidend als volgt :

"131. "emissievrij voertuig" : een voertuig zonder interne verbrandingsmotor, of met een interne verbrandingsmotor die minder dan 1 g CO₂/kWh uitstoot zoals bepaald overeenkomstig Verordening (EG) nr. 595/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juni 2009 betreffende de typegoedkeuring van motorvoertuigen en motoren met betrekking tot emissies van zware bedrijfsvoertuigen (Euro VI) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie, tot wijziging van Verordening (EG) nr. 715/2007 en Richtlijn 2007/46/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 80/1269/EEG, 2005/55/EG en 2005/78/EG en de uitvoeringsmaatregelen van die verordening of die minder dan 1 g /km uitstoot zoals bepaald overeenkomstig Verordening (EG) nr. 715/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2007 betreffende de typegoedkeuring van motorvoertuigen met betrekking tot emissies van lichte personen- en bedrijfsvoertuigen (Euro 5 en Euro 6) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie en de uitvoeringsmaatregelen daarvan;

132 "intermodaal vervoer" :

a) gecombineerd vervoer als bedoeld in artikel 1 van Richtlijn 92/106/EEG van de Raad van 7 december 1992 houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd vervoer van goederen tussen Lid-Staten, waarbij een of meer containers of wissellaadbakken worden vervoerd met een maximale totale lengte van 45 voet;

(b) vervoer over water van een of meer containers of wissellaadbakken met een maximale totale lengte van 45 voet, mits het begin- of eindtraject over de weg binnen het grondgebied van de Unie niet meer dan 150 km bedraagt. De bovengenoemde afstand van 150 kilometer mag worden overschreden om de dichtstbijzijnde geschikte vervoerterminal te bereiken.

Bij intermodaal vervoer kan de dichtstbijzijnde geschikte vervoerterminal die de dienst verleent, zich in een andere lidstaat bevinden dan die waar de vracht is geladen of gelost."

Art. 3. In artikel 23*sexies*, § 3, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "bij het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "bij de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 4. Artikel 23^{septies} van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 december 1998, wordt vervangen door wat volgt :

“§ 1. Er worden gedeeltelijke keuringen uitgevoerd:

1° op elk verzoek van een bevoegde persoon;

2° voor de voertuigen bedoeld in artikel 23^{decies} § 2;

3° voor de voertuigen bedoeld in artikel 23^{decies} §§ 3 en 4;

4° voor de voertuigen bedoeld in artikel 23^{ter}, § 1, 4°, 6° en 7°, waarvoor overeenkomstig artikel 23^{novies}, § 2, een identificatieverslag opgemaakt werd.

§ 2 De keuring, vermeld in paragraaf 1, 2° en 3°, en uitgevoerd in het kader van een andere keuring dan deze voorzien in artikel 23^{sexies}, § 1, 3°, vindt plaats binnen een periode van twee maanden die volgt op het verstrijken van de geldigheid van de voorgaande volledige keuring. Zoniet wordt een volledige keuring uitgevoerd.

De keuring, vermeld in paragraaf 1, 2°, en uitgevoerd in het kader van een keuring, vermeld in artikel 23^{sexies}, § 1, 3°, vindt plaats binnen de periode van drie maanden volgend op het tijdstip van de keuring van de vorige volledige keuring. Zoniet wordt een volledige keuring uitgevoerd.

De keuring, vermeld in paragraaf 1, 3°, en uitgevoerd in het kader van een keuring, vermeld in artikel 23^{sexies}, § 1, 3°, vindt plaats binnen de periode van twee maanden volgend op het tijdstip van de keuring van de vorige volledige keuring. Zoniet wordt een volledige keuring uitgevoerd. ».

Art. 5. In artikel 28, § 4, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 9, eerste lid, worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur”;

2° punt 13 wordt vervangen als volgt: Signalisatie- en werkvoertuigen die voor een werk van categorie 6 worden gebruikt, bedoeld in hoofdstuk XVIII van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van § 4.”.

Art. 6. In bijlage 32^{bis} van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2.2 wordt vervangen als volgt:

“2.2. De maximale toegelaten massa zijn:

a) voor enkelvoudige voertuigen met 2 assen : 19.500 kg ;

b) voor enkelvoudige voertuigen met 3 assen : 26.000 kg ;

c) voor gelede voertuigen met vouwbalg : 28.000 kg ;

Voor de door alternatieve brandstoffen aangedreven enkelvoudige voertuigen met drie assen alsook voor de gelede voertuigen met vouwbalg wordt het in het eerste lid bedoelde maximaal toegestane gewicht met het voor de alternatieve brandstoftechnologie vereiste extra gewicht verhoogd met ten hoogste 1 000 kg

Voor enkelvoudige voertuigen met drie assen en gelede emissievrije voertuigen met vouwbalg wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 2.000 kg;

2° punt 3.2.1 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

Voor emissievrije bedrijfsvoertuigen met twee assen wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 1.000 kg;

Voor emissievrije bedrijfsvoertuigen met drie assen : het in lid 1 toegestane maximumgewicht wordt verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 2.000 kg.”

3° punt 3.2.3 wordt vervangen als volgt:

“Voor gelede voertuigen bestaande uit :

a) een trekkend voertuig met twee assen en een oplegger met één as : 29.000 kg ;

b) een trekkend voertuig met twee assen en een oplegger met twee assen : 39.000 kg ;

c) een trekkend voertuig met twee assen en een oplegger met drie assen

(1) met mechanische ophanging: 43.000 kg ;

(2) met pneumatische ophanging: 44.000 kg ;

d) een trekkend voertuig met drie assen en een oplegger met twee assen : 44.000 kg ;

e) een trekkend voertuig met drie assen en een oplegger met drie assen: 44.000 kg ;

Voor bedrijfsvoertuigen vermeld onder b) met nulemissiemotor wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 1.000 kg.”

Voor voertuigen vermeld onder c), (1) die deel uitmaken van intermodaal vervoer met nulemissie wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 1.000 kg.

Voor voertuigen die vallen onder d) en e), die deel uitmaken van intermodaal vervoer en alternatieve brandstof gebruiken, wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor de alternatieve brandstoftechnologie, tot een maximum van 1.000 kg.

Voor voertuigen vermeld onder d) en e) die deel uitmaken van intermodaal vervoer met nulemissie wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 2.000 kg.”;

4° punt 3.2.4 wordt vervangen als volgt:

“ 3.2.4. De volgende maximaal toegestane massa's zijn van toepassing op de volgende samengestelde voertuigen:

a) een motorvoertuig met twee assen en een aanhangwagen met één enkele as: 29.000 kg ;

- b) een motorvoertuig met twee assen en een aanhangwagen met tandem: 36.000 kg ;
- c) een motorvoertuig met twee assen en een aanhangwagen met tridem: 40.000 kg ;
- d) een motorvoertuig met twee assen en een aanhangwagen met twee assen: 39.000 kg ;
- e) een motorvoertuig met twee assen en een aanhangwagen met drie assen: 44.000 kg ;
- f) een motorvoertuig met drie assen en een aanhangwagen met één enkele as: 36.000 kg ;
- g) een motorvoertuig met drie assen en een aanhangwagen met tandem of tridem
 - (1) met mechanische ophanging: 42.000 kg ;
 - (2) met *pneumatische ophanging*: 44.000 kg ;
- h) een motorvoertuig met drie assen en een aanhangwagen met twee assen: 44.000 kg ;
- i) een motorvoertuig met drie assen en een aanhangwagen met drie assen: 44.000 kg ;

Voor de onder b) en c) genoemde voertuigen die alternatieve brandstof gebruiken, wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor de alternatieve brandstoftechnologie, tot een maximum van 1.000 kg.

Voor nulemissie voertuigen vermeld onder b) en c) wordt het in lid 1 toegestane maximumgewicht verhoogd met het extra gewicht dat nodig is voor emissievrije technologie, tot een maximum van 2.000 kg."

Art. 7. In bijlage 39 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, 1, d), worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur";

2° in paragraaf 3, 2, d), worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur";

Art. 8. In artikel 40 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 3, 2°, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur";

2° in 4, 2°, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur";

3° in 5, 2°, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 9. In artikel 43, § 3, 3°, b), van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 10. In artikel 54, § 6, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 1975 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".<

Art. 11. In artikel 57, § 10, 2°, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 12. In artikel 58, 5.1, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 13. In artikel 59, § 1.2.1.2 en 1.2.2.2, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 14. In artikel 77, 5.2 en 5.3, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur".

Art. 15. De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE